



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 002/AONO/MINFI/DGD/CIPM/2024 DU 02.08.2024 POUR LA FOURNITURE ET LA
POSE DU MOBILIER DE BUREAU DANS LES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES
DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES

Financement : Fonds d'Equipement Douanes - Exercice 2024

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de ses personnels, le Directeur Général des Douanes lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la fourniture et la pose du mobilier de bureau dans les services centraux et déconcentrés de la Direction Générale des Douanes.

2. Consistance des Prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent la fourniture et la pose des mobiliers de bureau ci-après, dans certains services centraux et déconcentrés de la Direction Générale des Douanes:

- 100 armoires de rangement de trois (03) battants en bois lamellé collé ;
- 20 bureaux en bois lamellé collé avec retour, pour Sous-directeurs ;
- 30 fauteuils Directeurs ;
- 50 bureaux en bois lamellé collé avec caisson de trois tiroirs pour Chefs de Service ;
- 200 fauteuils de bureau simples ;
- 300 chaises visiteurs.

3. Allotissement

Les fournitures objet de la présente consultation sont réparties en deux (02) lots ainsi qu'il suit :

- **Lot 1** : fourniture et pose des armoires et bureaux en bois lamellé-collé ;
- **Lot 2** : fourniture des fauteuils et chaises visiteurs.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent quarante-neuf millions deux cent trente-deux mille cinq cent (249 232 500) Francs CFA TTC, soit :

- **Lot 1** : Cent trente-quatre millions quatre cent cinquante-quatre mille trois-cent soixante-quinze (134 454 375) Francs CFA TTC ;
- **Lot 2** : Cent quatorze millions sept cent soixante-dix-huit mille cent-vingt-cinq (114 778 125) Francs CFA TTC.

5. Délai d'exécution et lieu de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la fabrication, la fourniture et la pose du mobilier de bureau objet du présent Appel d'Offres est de deux (02) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Lesdites fournitures seront livrées à la Direction Générale des Douanes, Annexe de Tsinga et dans les sièges des Secteurs des Douanes concernés. Un plan de livraison sera remis à l'adjudicataire en même temps que l'Ordre de Service de Démarrage.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais spécialisées dans la fabrication et la fourniture du mobilier de bureau, installées sur le territoire national.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Fonds d'Equipement-Douanes de l'exercice 2024, imputation : 4477102018.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne et hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **deux millions six cent mille (2 600 000) Francs CFA** pour le Lot 1 et **deux millions deux cent mille (2 200 000) F CFA** pour le Lot 2 et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la Direction Générale des Douanes, bâtiment Annexe de Tsinga, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au à la Direction Générale des Douanes, bâtiment Annexe de Tsinga, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de **Cent cinquante mille (150 000) F CFA** payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la Direction Générale des Douanes, bâtiment Annexe de Tsinga, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage, au plus tard le 22.12.2024 à 13 heures et devra porter la mention :

**« DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 002 /AONO/MINFI/DGD/CIPM/2024 DU 2 OCT 2024 POUR LA FOURNITURE ET LA
POSE DU MOBILIER DE BUREAU DANS LES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES
DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel au plus tard le 22.12.2024 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constitués l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une

institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques et financières aura lieu le 29/10/2014 à **14 heures** dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés de la Direction Générale des Douanes par ladite Commission de Passation des Marchés.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originelle de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de/du :

1. l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
2. la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsifications des pièces ;
4. le non-respect d'au moins 80% critères essentiels ;
5. l'absence de prospectus et fiche technique produits par le fabricant ;
6. le non-respect de 80% des spécifications techniques majeures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO ;
7. le non-respect de 80 % des spécifications techniques mineures indiquées dans les spécifications techniques des fournitures du présent DAO ;
8. l'absence du certificat d'origine délivré par la chambre de commerce du pays du fabricant pour le Lot 2 ;
9. la non justification de la possession et/ou exploitation d'une menuiserie industrielle (joindre licence d'exploitation et photos) (Lot 1) ;
10. l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par le fabricant ou absence de l'agrément ou de l'autorisation du fournisseur délivré par un distributeur agréé par le fabricant accompagné de l'agrément dudit distributeur pour le Lot 2 ;

11. l'absence de la mention "Menuiserie-Ebénisterie, vente de produit dérivé du bois" dans le registre de commerce (Lot 1) ;
12. l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
13. l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années ;
14. l'absence de la lettre de soumission ;
15. l'absence de la charte d'intégrité ;
16. l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
17. le non-respect du format de fichiers des offres.

15.2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

1. Présentation générale de l'offre lisibilité du document, reliure du document (reliure serre-dos proscrite), agencement, séparation des pièces par des intercalaires de couleur autre que le blanc et respect de l'ordre d'assemblage ;
2. Références du soumissionnaire dans la fourniture des équipements similaires pour chacun des lots : avoir exécuté au cours des trois (03) dernières années au moins 02 marchés similaires d'un montant supérieur ou égal à cent millions (100 000 000) F CFA chacun (joindre la première et la dernière page des contrats, les pages du devis quantitatif et estimatif assortis de l'attestation de bonne fin ou procès-verbaux de réception provisoire ou définitive) ;
3. Personnel clé : un titulaire de Baccalauréat et un titulaire du CAP en Menuiserie : CV légalisés, datés et signés ;
4. Délai de garantie supérieur ou égal à douze (12) mois.
5. Calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ;
6. Capacité de financement supérieure ou égale à cent millions (100 000 000) FCFA pour chaque lot.
7. Preuves d'acceptation des conditions du Marché : CCAP et ST paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés, portant le nom du signataire/mandataire avec la mention « Lu et Approuvé » ;
8. Moyens logistiques : justifier de la possession du matériel de livraison du mobilier ;
9. Délai de livraison ≤ 60 jours ;
10. Service après-vente : Attestation de service après-vente, attestation de disponibilité des pièces de rechange, personnel clé.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera les marchés au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Nombre maximum de lots :

Un soumissionnaire peut être attributaire de tous les lots.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale des Douanes, annexe de TSINGA, Direction des Ressources et de la Logistique, Sous-Direction du Budget et du Matériel, SIGAMP, porte 108, 1^{er} étage, téléphone : 222 20 25 46/222 20 25 31 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> .

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

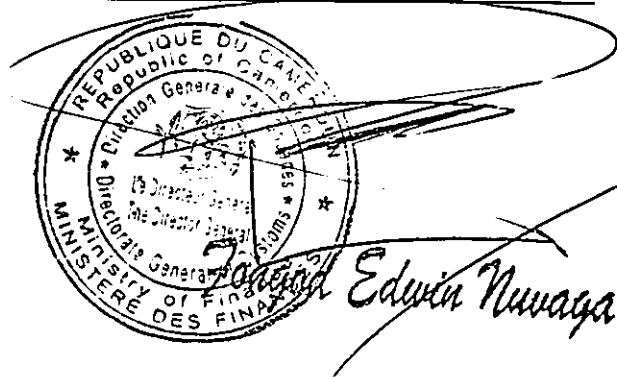
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 02 OCT 2024

LE DIRECTEUR GENERAL DES DOUANES

Ampliations :

- MINFI (pour information)
- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication et archivage)
- CIPM-DGD (pour information)
- Affichage





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 002 /ONIT/MINFI/DGD/ITB/2024 OF 2024 FOR THE SUPPLY AND
INSTALLATION OF OFFICE FURNITURE IN THE CENTRAL AND DECENTRALIZED
SERVICES OF THE DIRECTORATE GENERAL OF CUSTOMS

Financing: Customs Equipment Fund, Fiscal year: 2024.

1. Purpose of the invitation to tender

As part of the improvement of staff working conditions, the Director General of Customs is launching a National Open Call for Tenders under an emergency procedure for the supply and installation of office furniture in the central and decentralized services of the Directorate General of Customs.

2. Scope of the Services

The services covered by this Invitation to Tender include the supply and installation of office furniture for some central and decentralized services of the Directorate General of Customs, in particular:

- 100 three (03) wing storage cupboards in glued laminated wood;
- 20 glued laminated wood desks for Sub-directors with return;
- 30 armchairs for Directors;
- 50 glued laminated wood desks for chiefs of services;
- 200 simple office chairs;
- 300 visitor chairs.

3. Allotment

The supplies of the present File are divided in two (02) lots as follows:

- Lot 1: Supply and installation of wood desks and cupboards;
- Lot 2: Supply of arm and visitors chairs.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is two hundred and forty-nine million two hundred and thirty-two thousand five hundred (249,232,500) CFA francs ATI, i.e :

- Lot 1: One hundred and thirty-four million four hundred and fifty-four thousand three hundred and seventy-five (134,454,375) CFA francs ATI;
- Lot 2: One hundred and fourteen million seven hundred and seventy-eight thousand one hundred and twenty-five (114,778,125) CFA francs ATI.

5. Time and place of delivery

The maximum period stipulated by the project owner for the manufacture, supply and installation of the office furniture covered by this invitation to tender is **two (02) months**. This period runs from the date of notification of the service order to commence work.

The said supplies will be delivered to the Directorate General of Customs, Tsinga Annex and at the headquarters of concerned Customs Sectors.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to Cameroonian companies specialized in the manufacture and supply of office furniture and established on national territory.

7. Financing

Works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by **Customs Equipment Fund** of the 2024 financial year; Budget Head No.4477102018.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online and offline.

9. Provisional bid bond

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a financial institution authorized by the Minister in charge finance to issue bonds for public contracts and listed in Piece 14 of the ONIT of the amount of **two million six hundred thousand (2,600,000) CFA Francs (Lot 1)** and **two million two hundred thousand (2,200,000) CFA francs (Lot 2)** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the tender.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10. Consultation of tender file

The file may be consulted during working hours at the **Directorate General of Customs, located at Tsinga, Directorate of Resources and Logistics, Budget and Material, Sub-Department, SIGAMP, 1st floor, door 108**, as soon as this notice is published.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of tender file

The file may be obtained from the Directorate General of Customs, located at Tsinga, Directorate of Resources and Logistics, Budget and Material, Sub-Department, SIGAMP, 1st floor, door 108 as soon as this notice is published against payment of a non-refundable amount of **one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs** payable at Public Treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the ONIT by downloading it free of charge from the above-mentioned addresses. However, submission by physical or electronic means is subject to payment of the ONIT purchase fee.

12. Submission of offers

Each tender must be written in French or English.

- For off-line submission, the tender, in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be received at the Directorate General of Customs, located at Tsinga, Directorate of Resources and Logistics, Budget and Material Sub-Department, SIGAMP, 1st floor, door 108 not later than 1p.m prompt on October 29th 2024 and should carry the inscription :

**"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 002 /ONIT/MINFI/DGD/ITB/2024 OF 2024 FOR THE SUPPLY AND
INSTALLATION OF OFFICE FURNITURE FOR THE CENTRAL AND DECENTRALIZED
SERVICES OF THE DIRECTORATE GENERAL OF CUSTOMS
To be opened only during the bid-opening".**

- For online submission, the tender must be transmitted by the tenderer on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication no later than not later than 1p.m prompt on the October 29th 2024. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'back-up copy', in addition to the above mention, within the time limit set.

N.B: File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted in accordance with the abovementioned sizes.

13. Admissibility of offers.

The administrative documents, the technical bid and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The contracting authority will not accept:

- envelopes bearing information on the identity of the tenderers,
- envelopes received after the deadline for submission.
- bids bearing no indication of the tenderer's identity;
- bids that do not comply with the submission method.
- failure to comply with the number of copies indicated in the RFO or bids in copies only.

Any tender that is incomplete with regard to the requirements of the tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an insurance or financial institution

approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts or failure to comply with the standard documents in the tender dossier will result in the outright rejection of the tender without any appeal.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent.

A bid bond presented by a tenderer at the tender opening session is inadmissible.

14. Opening of bids

The bids will be opened in one step.

The opening of the administrative documents and technical and financial offers will take place on the ~~October 29th 2024~~ at 2 p.m. in the meeting room of the Internal Tender Board of the Directorate General of Customs by the said Commission.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules for Invitations to Tender. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1. Eliminary criteria

These include

1. The absence of the bid bond when the bids are opened;
2. The failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (with the exception of the bid bond);
3. The false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
4. The non-compliance with at least 80% of the essential criteria;
5. The absence of a prospectus, catalogue, drawing or technical data sheet produced by the manufacturer;
6. The failure to comply with one of the major technical specifications set out in the technical specifications for supplies in this Tender;
7. The absence of a certificate of origin for the chairs;
8. The Failure to provide proof of ownership/operation of an industrial joinery (operating license and photos)
9. The failure to comply with 50% of the minor technical specifications set out in the technical specifications for supplies in this Tender;

10. The absence of the supplier's approval or authorization issued by the manufacturer or absence of the supplier's approval or authorization issued by a distributor approved by the manufacturer accompanied by the said distributor's approval for Lot 2;
11. The absence of the mention "Joinery and cabinetmaking in the commercial register for Lot 1.
12. The absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
13. The absence of a declaration on honour that it has not abandoned any contract during the last three (03) years
14. The absence of the tender letter
15. The absence of the integrity charter
16. The absence of the declaration of social and environmental commitment
17. The non-compliance with the tender file format.

15.2. Essential criteria

The criteria relating to the qualification of candidates will concern:

- 1) General presentation of the tender (legibility of the document, binding of the document, back binding prohibited, layout, separation of parts by dividers of a colour other than white and respect for the order of assembly);
- 2) Tenderer's references in the supply of similar equipment: having carried out over the last three (03) years at least 02 similar contracts for a cumulative amount greater than or equal to one hundred million (100,000,000) CFA francs. (Enclose the first and last pages of the contracts, the pages of the cost estimate and the certificate of completion or the provisional or final acceptance reports);
- 3) Key personnel: one holder of a GCE and one holder of a CAP in joinery: CVs must be legalized, dated and signed;
- 4) Guarantee period greater than or equal to twelve (12) months.
- 5) Delivery schedule (planning and timetable for carrying out related services);
- 6) Financing capacity greater than or equal to one hundred million (100,000,000) CFA francs.
- 7) Proof of acceptance of the conditions of the Contract: SCC and ST initialed on each page, signed, dated and sealed, bearing the name of the signatory/applicant and the words 'Read and Approved';
- 8) Logistical resources: proof of possession of the equipment for delivering the furniture;
- 9) Delivery time ≤ 60 days;
- 10) After-sales service: Certificate of after-sales service, certificate of availability of spare parts, key personnel.
- 11) 11. the absence of the mention "Joinery-Cabinetmaking, sale of a product derived from wood" in the trade register (Lot 1);
- 12) 12. the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- 13) 13. the absence of a sworn declaration of not having abandoned a contract during the last three (03) years;
- 14) 14. the absence of the letter of submission;
- 15) 15. The absence of the integrity charter

16. Award

The project owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required

technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17. Maximum number of lots:

A bidder can be awarded all the lots of the present File.

18. Period of validity of tenders

Tenderers remain bound by their tender for 90 days from the initial deadline for submission of tenders.

19. Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Directorate General of Customs, TSINGA annex, Department of Resources and Logistics, Budget and Material Sub-department, SIGAMP, door 108, 1st floor or online on the COLEPS platform at the following addresses:
<http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and bad practices

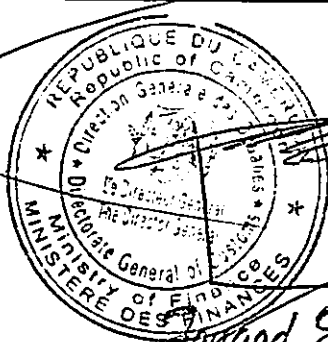
To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, on.....02 OCT 2024.....

THE DIRECTOR GENERAL OF CUSTOMS

Copy:

- MINFI (for information)
- MINMAP (for information)
- ARMP (for publication and archiving)
- CIPM-DGD (for information)
- Broadcast.



Fongod Edwin Nuvaga